



# Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale  
10 décembre 2014  
Français  
Original: arabe

---

## Comité des droits de l'enfant

Soixante-huitième session

12-30 janvier 2015

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Examen des rapports des États parties

## Liste des points concernant les deuxième à quatrième rapports périodiques de l'Iraq, présentés en un seul document

Additif

## Réponses de l'Iraq à la liste des points\*

[Date de réception: 28 novembre 2014]

---

\* Le présent document n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.

GE.14-23967 (F) 040215 050215



\* 1 4 2 3 9 6 7 \*

Merci de recycler



## **Introduction**

La République d'Iraq a l'honneur de présenter ci-après ses réponses aux questions formulées par le Comité des droits de l'enfant, en respectant l'ordre des thèmes abordés dans la liste des points à traiter.

## **Réponses aux questions soulevées dans la première partie de la liste des points (CRC/C/IRQ/Q/2-4)**

### **Paragraphe 1 de la première partie de la liste des points**

1. La Stratégie de réduction de la pauvreté prévoit notamment la mise en œuvre de programmes et d'activités destinés à améliorer la qualité de vie des populations pauvres, et vise à accroître les revenus, améliorer la situation en matière de santé et d'éducation, créer des conditions de logement plus favorables, assurer une protection sociale plus efficace et réduire les inégalités entre les femmes et les hommes pauvres. Au vu des résultats obtenus, la pauvreté a été réduite en Iraq, passant de 22,9 % en 2007 à 18,9 % en 2012, et devrait baisser encore davantage vers la fin de 2014. Dans le budget d'investissement, 445 milliards de dinars irakiens (2012), 605 milliards (2013) et 735 milliards (2014) ont été alloués à la mise en œuvre d'un certain nombre d'activités visées dans la Stratégie qui concernent en priorité les plus démunis et sont réparties en fonction des besoins des gouvernorats. En outre, le Ministère de l'éducation a alloué, dans le cadre de sa stratégie de réduction de la pauvreté, la somme de 400 milliards de dinars irakiens à la construction de 409 écoles destinées à remplacer les constructions en pisé actuelles dans tous les gouvernorats. En outre, 34 milliards de dinars irakiens ont été consacrés à la construction de 40 centres d'apprentissage communautaires) lutte contre l'analphabétisme et formation professionnelle) dans 20 directions générales réparties dans les districts et les zones résidentielles défavorisés. Soixante petites écoles (composées de trois classes) ont été construites ou reconstruites dans les villages et les zones rurales reculées, au profit des collectivités dispersées ou des villages isolés. La priorité a été accordée à la prestation de services éducatifs de qualité (laboratoires éducatifs) dans les zones pauvres. Un programme de partenariat avec les organisations de la société civile a également été mis au point pour assurer l'exécution des programmes et activités de lutte contre l'analphabétisme chez les réfugiés dont la qualité est garantie par l'UNESCO, l'UNICEF et le British Council.

### **Paragraphe 2 de la première partie de la liste des points**

2. En 2013, le Ministère du travail et des affaires sociales a soumis au Conseil consultatif de l'État un projet de loi relatif à la protection de l'enfant. Le projet, en cours d'examen, a pour objectif de garantir une protection effective des droits de l'enfant en Iraq, grâce aux mesures suivantes:

- S'inspirer des préceptes religieux et des principes énoncés dans les instruments internationaux;
- Adapter les textes législatifs concernant la protection de l'enfant à la réalité;
- Imposer à l'État, aux familles, aux organisations de la société civile et aux individus le respect de textes législatifs précis énonçant les devoirs de chacun en vue de garantir la protection des droits de l'enfant;

- Définir les mesures de prévention et les traitements permettant de protéger les enfants contre les maladies, la délinquance et l'ignorance.

3. Le projet de loi est composé de 100 articles répartis en neuf chapitres: droits généraux de l'enfant; droit de l'enfant à des soins de santé; droit de l'enfant à un accueil dans les garderies et les centres publics (protection de remplacement); droit de l'enfant à l'éducation et à l'enseignement scolaire à tous les niveaux, notamment au niveau préscolaire; droit de l'enfant de participer à la vie culturelle et de satisfaire ses besoins culturels dans tous les domaines, littéraire et artistique, ainsi qu'en matière de connaissances et d'informations, compte tenu des valeurs de la société et des progrès scientifiques modernes; droit de l'enfant à l'indépendance économique; droit des enfants ayant des besoins particuliers d'être protégés et de bénéficier d'une formation (l'État garantit la protection de l'enfant contre tout acte susceptible d'entraver son apprentissage ou de nuire à sa santé ou à son développement physique ou mental, ainsi que sa protection contre la violence, la négligence et les conflits armés); et traitement des mineurs délinquants ou exposés à un risque de délinquance (chap. 9).

4. Dans la Région du Kurdistan irakien, un projet de loi relatif aux droits de l'enfant a été élaboré par les ministères du Kurdistan, à savoir le Ministère du travail et des affaires sociales, le Ministère de l'éducation, le Ministère de la culture et le Ministère de la santé, ainsi que par la Commission des droits de l'homme et l'organisation Save the Children au Kurdistan, avec l'aide de l'UNICEF. Ce projet de loi aborde tous les aspects de la vie des enfants, notamment leur éducation, leur santé et leur situation sociale, et a été soumis au Conseil des ministres.

### **Paragraphe 3 de la première partie de la liste des points**

5. La Stratégie nationale de lutte contre la corruption (2010-2014) a été adoptée par le Conseil conjoint de lutte contre la corruption, conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption et à la volonté de bâtir une société impartiale et transparente. Le Conseil est dirigé par une administration intègre, compétente, efficace, capable de s'adapter au changement, et qui améliore la gestion des ressources et offre aux citoyens d'excellents services. L'élaboration de cette stratégie est un exploit national; il s'agit d'une première dans l'histoire du pays, à laquelle ont contribué les services de contrôle, les services d'inspection, les services judiciaires, des organisations de la société civile, des universités irakiennes, ainsi que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et la Banque mondiale en formulant des propositions, des idées et des observations. Cette stratégie a pour objectif de protéger les droits des citoyens, de leur offrir les meilleurs services, de garantir leur droit aux loisirs et au repos et de protéger les fonds publics contre le gaspillage et les investir dans l'exécution des projets convenus. L'application de cette stratégie est assurée par la Commission pour l'intégrité.

6. Les mesures suivantes ont été prises: établissement d'un guide de l'évaluation de la performance des services administratifs et fourniture de l'appui nécessaire au Bureau des inspecteurs publics, mise en œuvre effective de la Convention des Nations Unies contre la corruption à laquelle l'Iraq a adhéré, adoption de la campagne nationale de lutte contre les pots-de-vin, promotion du principe de la transparence au sein des ministères et autres entités concernées au moyen du guide de la transparence qui leur a été distribué, présentation d'un guide de vulgarisation sur les interactions avec les citoyens, de manière à réduire les possibilités de corruption, et coordination avec les organisations internationales chargées de lutter contre la corruption, développement des programmes scolaires à tous les niveaux de l'enseignement et intégration de matières sur la culture de l'impartialité, de la transparence et de la préservation des fonds publics, organisation de campagnes nationales

de sensibilisation et d'éducation à la Convention des Nations Unies contre la corruption et à la Stratégie nationale de lutte contre la corruption. Ces mesures de lutte contre la corruption ont des effets positifs directs ou indirects sur les droits de l'enfant.

### **Paragraphe 5 de la première partie de la liste des points**

7. Les meurtres de filles appelés «crimes d'honneur» ne sont pas un phénomène notable en Iraq. Il s'agit de cas limités, qui varient d'une zone à l'autre; ils sont plus nombreux dans les zones rurales, du fait des coutumes, des traditions et des pratiques religieuses des habitants, et plus rares dans les villes, compte tenu de la culture de la société. L'article 409 du Code pénal n° 111 de 1969, applicable dans les cas de crimes d'honneur, n'épargne pas l'auteur d'un tel crime, mais lui impose une peine moins sévère une fois que les faits ont été établis. Dans la Région du Kurdistan, l'article 409 du Code pénal iraquien a été modifié en 2002 par le Parlement de la Région, en vue d'y intégrer une peine contre le crime d'honneur, considéré comme un meurtre avec préméditation.

### **Paragraphe 6 de la première partie de la liste des points**

8. Cette question renvoie à la loi n° 188 de 1959 sur le statut personnel, dont l'article 9 dispose ce qui suit: 1) Aucun parent ni tiers n'a le droit d'imposer un mariage à une personne, de sexe masculin ou féminin, sans son consentement. Tout contrat de mariage forcé est considéré comme nul et non avenue si le mariage n'a pas été consommé. Aucun parent ni tiers n'a le droit d'empêcher le mariage d'une personne remplissant les conditions énoncées dans la présente loi; 2) Un parent au premier degré qui enfreint les dispositions du premier paragraphe du présent article est passible d'une peine de prison n'excédant pas une durée de trois ans ou d'une amende, ou des deux à la fois. Un contrevenant autre qu'un parent au premier degré est passible d'une peine de prison d'une durée comprise entre trois et dix ans; 3) Le tribunal du statut personnel ou le tribunal des familles doit informer les enquêteurs de toute infraction aux dispositions du paragraphe 1 du présent article de manière qu'une action en justice puisse être engagée à l'encontre du contrevenant. Le tribunal est habilité à mettre le contrevenant en garde à vue en prévision de sa comparution devant les autorités. Toute personne forcée à se marier ou empêchée de le faire a le droit d'en informer directement les autorités chargées de l'enquête. Quant à la loi Jaafari relative au statut personnel, elle a été largement contestée par toutes les catégories de la société iraquienne, y compris certaines autorités religieuses, notamment en ce qui concerne le mariage des filles dès l'âge de 9 ans. Elle continue d'être examinée par la Chambre des députés et n'a pas encore été adoptée.

### **Paragraphe 7 de la première partie de la liste des points**

9. L'article 3 (par. 1) de la loi n° 26 de 2006 sur la nationalité n'est pas contraire à l'article 4 de la même loi, selon lequel «le Ministre peut considérer comme iraquien un enfant né en dehors de l'Iraq d'une mère iraquienne et d'un père inconnu ou apatride, si l'enfant choisit la nationalité iraquienne dans un délai d'un an à compter de la date de sa majorité, à moins que des circonstances difficiles ne l'empêchent de le faire». En effet, la situation sociale des enfants nés hors d'Iraq d'une mère iraquienne et d'un père inconnu ou apatride doit être examinée, notamment pour protéger le pays contre les personnes susceptibles de compromettre la sûreté et la sécurité nationales. En outre, le droit accordé à l'enfant de choisir sa nationalité à sa majorité traduit bien le respect de sa volonté d'obtenir ou non la nationalité iraquienne.

### **Paragraphe 8 de la première partie de la liste des points**

10. Aucun lieu appelé «centre de détention» n'est rattaché au centre de redressement pour mineurs, mais il existe un centre d'observation, qui est un lieu dans lequel les mineurs peuvent être détenus sur ordre du tribunal ou de l'autorité compétente et où ils sont soumis à un examen physique et psychologique et à une étude de la personnalité et du comportement par le service d'étude comportementale, en prévision de leur procès. En outre, des établissements de redressement accueillent des mineurs condamnés, garçons et filles, en fonction de leur âge (garçons, jeunes hommes et jeunes majeurs) pendant toute la durée de leur peine, en vue d'assurer leur réinsertion sociale et de leur donner accès à une formation professionnelle et éducative. L'accès au mécanisme de plainte est ouvert à tous les mineurs (ceux-ci peuvent déposer plainte pour mauvais traitement ou violation auprès du directeur général compétent, qui traite les plaintes dans les sept jours suivant la date de réception), en vertu des dispositions de la loi n° 104 de 1981 relative au redressement des prisonniers et des détenus.

### **Paragraphe 10 de la première partie de la liste des points**

11. Toutes les lois relatives à l'éducation interdisent le recours non justifié aux châtiments corporels contre les élèves. Le Ministère de l'éducation a en outre donné à tous les services éducatifs dans l'ensemble des gouvernorats des instructions sur la nécessité d'adopter des méthodes positives de suivi, de surveillance, de conseil, de direction et d'orientation en matière d'éducation et d'éviter les traitements cruels, la violence et les châtiments corporels, ainsi que l'humiliation et les effets néfastes qui en découlent. Les châtiments corporels infligés aux étudiants et aux élèves et tout acte susceptible de les humilier ou de porter atteinte à leur dignité ou à leur personnalité sont ainsi totalement interdits. Les directions des écoles ont toutes été sommées de respecter cette interdiction et de prendre des mesures sévères contre ceux qui l'enfreignent. Dans la Région du Kurdistan iraquien, la plupart des écoles ont créé au sein des établissements des institutions «amies des enfants», où les châtiments corporels sont interdits et ne sont plus employés.

### **Paragraphe 11 de la première partie de la liste des points**

12. La pratique des mutilations génitales féminines n'est pas un phénomène général en Iraq. Elle se limite clairement à la Région du Kurdistan. Le Gouvernement du Kurdistan interdit cette pratique et son Parlement a adopté une loi relative à la violence dans la famille, qui comprend un certain nombre de dispositions érigeant en infraction les mutilations génitales féminines. Conformément à cette loi, les auteurs de mutilations génitales féminines, qu'il s'agisse d'auxiliaires médicaux, de sages-femmes, de personnes qui incitent, aident ou procèdent à de telles pratiques, encouront une peine de prison pouvant aller de six mois à trois ans et d'une amende pouvant atteindre 10 millions de dinars irakiens. Certaines organisations de la société civile mènent aussi des campagnes de sensibilisation et d'éducation à la lutte contre ce phénomène dans les villages et les zones rurales de la Région.

### **Paragraphe 12 de la première partie de la liste des points**

13. Il n'y a actuellement aucun enfant détenu auprès de sa mère mineure placée dans un établissement de redressement en Iraq. Les mères détenues ne sont pas privées de la garde de leur enfant, jusqu'à ce que celui-ci atteigne l'âge de 3 ans. Si la mère ne souhaite pas garder son enfant en prison ou que celui-ci a atteint l'âge de 3 ans, les dispositions relatives

à la garde des enfants figurant dans la loi n° 188 de 1959 sur le statut personnel s'appliquent alors. Si l'enfant n'a pas de tuteur, l'administration pénitentiaire se charge de le confier à l'un des centres publics de protection et de prise en charge, informe la mère du lieu où il se trouve et permet à cette dernière de le voir régulièrement, conformément aux dispositions de la loi relative au redressement des prisonniers et des détenus susmentionnée.

### **Paragraphe 13 de la première partie de la liste des points**

14. Parmi les enfants dont les parents ont été condamnés à mort, cinq ont été placés dans des établissements publics, où ils bénéficient d'une protection et d'une aide et où, à l'instar des autres enfants, toutes les formes d'appui et de soutien leur sont offertes, notamment 50 000 dinars d'argent de poche. Pour ce qui est des femmes enceintes condamnées à la peine capitale, l'application de la peine est reportée en vertu du Code de procédure pénale, à quatre mois après l'accouchement.

### **Paragraphe 14 de la première partie de la liste des points**

15. Les centres du handicap physique (pour les sourds-muets, les aveugles et les personnes souffrant d'un handicap moteur) accueillent des enfants de 4 à 6 ans, sur la base de rapports personnels établis par le Centre de dépistage des handicaps et les commissions médicales. Les enfants y bénéficient de services éducatifs, pédagogiques, récréatifs, culturels et de soins de santé. Dar al-Hanan accueille à Bagdad les enfants souffrant d'un handicap sévère à partir de l'âge de 4 ans. À Karbala, il accueille les garçons dès l'âge de 15 ans. Dans les écoles en première année du programme de dépistage, un comité assure, au niveau des écoles, la coordination avec la commission d'examen et de diagnostic dans les centres médicaux pour prendre des décisions concernant les personnes placées dans ces établissements.

### **Paragraphe 15 de la première partie de la liste des points**

16. Un projet de loi sur la consommation de drogues et de substances psychotropes est soumis au Parlement. Le Ministère de la santé s'efforce de prendre soin des consommateurs de drogues et mène des campagnes de sensibilisation et d'éducation aux effets néfastes de ces substances. En réponse à la deuxième partie du paragraphe susmentionné, il convient d'indiquer que des services de santé procréative sont proposés aux adolescents dans les hôpitaux et les centres médicaux spécialisés. L'avortement constitue une infraction punie par la loi.

### **Paragraphe 16 de la première partie de la liste des points**

17. S'agissant de l'amélioration de l'accès des enfants à l'enseignement secondaire et de la réduction de l'abandon scolaire, les enfants déscolarisés ont la possibilité de poursuivre leurs études en suivant des cours du soir. Un dialogue a été engagé avec les autorités compétentes afin que des bourses soient accordées aux étudiants pour les encourager à poursuivre leurs études. Les fournitures scolaires sont distribuées gratuitement et à un stade précoce. Toutes les conditions sont réunies pour encourager les étudiants et leur fournir l'ensemble des services de santé nécessaires, y compris des vaccins. Au Kurdistan, un système alimentaire a été instauré dans les écoles.

### **Paragraphe 17 de la première partie de la liste des points**

18. Le Ministère de la santé a veillé à ce que tous les vaccins nécessaires soient administrés et à ce que des soins complets soient dispensés aux enfants par des équipes spéciales mises en place dans tous les centres médicaux concernés. Le Ministère de l'éducation a pris des mesures permettant de faciliter l'admission et l'accueil des étudiants déplacés dans les lieux où ils se trouvent désormais, grâce à plusieurs procédures visant à encourager les étudiants à poursuivre leurs études. Le Kurdistan a préparé tout ce qui était nécessaire pour les réfugiés syriens, en particulier les enfants; 7 658 enfants syriens ont pu être scolarisés et l'accès de cette population à des services d'eau potable et d'assainissement a été assuré.

### **Paragraphe 18 de la première partie de la liste des points**

19. En ce qui concerne le travail des enfants, le Ministère du travail prend des mesures pour garantir le respect de la loi n° 71 de 1987 portant Code du travail iraquien en vigueur. Le Service d'inspection du travail du Département de l'emploi et des prêts surveille et supervise l'application de tous les articles et textes juridiques prévus contre quiconque enfreint le Code en recrutant des enfants de moins de 15 ans, notamment l'article 90 (par. 1) de la deuxième partie du chapitre VI du Code et l'article 97 (emploi) qui prévoit une peine de prison et une amende pour quiconque recrute des enfants de moins de 15 ans.

### **Paragraphe 19 de la première partie de la liste des points**

20. Une attention particulière est accordée à la catégorie des mineurs (garçons et filles) sans abri, grâce à la mise en place de centres de réadaptation pour les accueillir et à la mise en œuvre de tous les programmes de redressement et de réadaptation qui les concernent. La situation de chaque mineur est examinée; les mineurs sont observés et soumis à des épreuves individuelles pour déterminer leurs qualités personnelles et les orienter dans une direction adaptée à leurs compétences personnelles et intellectuelles et de façon à pouvoir découvrir leurs talents. Chaque enfant a un dossier qui le concerne et est directement surveillé et guidé vers un bon comportement social. Les codes sociaux leur sont inculqués et l'intérêt qu'ils accordent aux études théoriques et à la formation professionnelle est observé. Ils sont encouragés à s'y intéresser. Parmi les programmes les plus importants qui sont actuellement mis en œuvre dans le cadre des activités de formation des mineurs sans abri figurent les programmes d'enseignement accéléré et les stages de formation continue visant à apprendre aux mineurs, à trouver des possibilités d'emploi correspondant à leurs compétences une fois qu'ils auront atteint l'âge légal pour travailler et à assurer leur retour dans leur famille, conformément aux dispositions de la loi relative à la protection de la jeunesse, le but étant de les protéger et de faire en sorte qu'ils ne retournent pas dans la rue et qu'ils deviennent des membres productifs de la société.

### **Paragraphe 20 de la première partie de la liste des points**

21. Le projet de modification de la loi n° 76 de 1983 relative à la protection de la jeunesse comprend une disposition prévoyant de relever l'âge de la responsabilité pénale, en le faisant passer de 9 ans à 12 ans révolus. L'âge du jeune est établi par un document officiel. En l'absence d'un tel document ou si l'âge qui y figure ne correspond pas à l'apparence du jeune, celui-ci est soumis, sur décision du tribunal, à un examen médical afin que son âge soit déterminé par des moyens scientifiques. La peine de mort n'est pas appliquée aux mineurs. En effet, la loi interdit la condamnation d'enfants et de jeunes

à la peine capitale. L'application des mesures de substitution à la détention relève de la compétence des tribunaux pour mineurs, en fonction du type et de la gravité des infractions commises par le mineur, citées à l'origine dans la loi relative à la protection de la jeunesse. Des programmes de réadaptation et d'éducation appuient les jeunes dans le domaine de l'éducation, notamment le programme de lutte contre l'analphabétisme et le programme d'enseignement accéléré, en vigueur dans tous les établissements de redressement.

## **Réponse aux questions soulevées dans la deuxième partie de la liste des points**

### **a) Les nouveaux projets ou textes de loi et leurs règlements d'application respectifs**

22. Des lois portant directement ou indirectement sur les enfants ont été adoptées, notamment des textes législatifs portant sur la lutte contre la traite des êtres humains (2012), les droits des personnes handicapées et ayant des besoins spéciaux (2013), les organisations non gouvernementales (2010), la Commission de l'intégrité (2011), l'alphabétisation (2011), l'interdiction de contraindre un Iraquien à changer de nationalité (2012), l'interdiction des jeux qui incitent à la violence (2013), le soutien aux petits projets rémunérateurs (2012), la pension mensuelle versée aux personnes immunodéficientes (2011), l'indemnisation des victimes d'opérations de guerre, d'erreurs militaires ou d'actes terroristes (2009), la protection du consommateur (2010), la lutte contre le tabagisme (2012), les bourses versées aux étudiants des universités et instituts publics irakiens (2012) et les bourses versées aux élèves des établissements scolaires publics (2014). Des lois ont été également adoptées dans la Région du Kurdistan, notamment celles relatives aux droits et privilèges des personnes handicapées ou ayant des besoins spéciaux (2011), au Fonds d'aide aux malades du cancer (2012) et au droit d'accès aux données (2013).

### **b) Les nouvelles institutions (et leur mandat) et réformes institutionnelles**

23. Des structures institutionnelles concernant directement ou indirectement les enfants ont été créées ou développées, notamment les suivantes:

- Conseil supérieur de la magistrature: création d'une cour des droits de l'homme, d'un tribunal de la publication et de l'information et d'un tribunal de la famille, de quatre tribunaux spécialisés dans la répression des violences familiales;
- Commissions chargées des droits de l'homme au sein de la Chambre des députés et des autorités locales;
- Secrétariat général du Conseil des ministres (Division des affaires de la population). Des bureaux chargés de recevoir les plaintes des citoyens y sont rattachés dans toutes les institutions publiques;
- Haut-Commissariat irakien aux droits de l'homme;
- Organisation indépendante pour les droits de l'homme de la Région du Kurdistan;
- Ministère des droits de l'homme, création du centre national pour les droits de l'homme et bureaux des ministères dans les gouvernorats;
- Unités des droits de l'homme et unités des questions de genre social dans toutes les institutions publiques;
- Direction de la protection de la famille au sein du Ministère de l'intérieur.



c) **Les politiques, programmes et plans d'action récemment adoptés, ainsi que leur champ d'application et leur financement**

24. En ce qui concerne les politiques, un ensemble de stratégies a été établi en vue de renforcer les droits de l'homme en général, notamment les stratégies suivantes:

- **Stratégie nationale de l'éducation et de l'enseignement supérieur (2011-2020):** élaborée en collaboration et en coordination avec des organisations internationales, à savoir l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale, elle vise à: instaurer un système pédagogique et éducatif qui offre des possibilités d'enseignement et d'éducation pour tous, de façon à répondre aux besoins de la société moderne, à contribuer à la constitution des êtres humains, à ancrer les principes de la citoyenneté positive, de la démocratie et des droits de l'homme, ainsi qu'à réformer le système d'éducation et d'enseignement supérieur et à le développer, en s'inspirant de la nature de la société iraquienne pour en faire un élément actif dans la production du savoir et en utilisant efficacement les ressources humaines, naturelles (matérielles) et financières pour garantir une croissance globale, des conditions de vie décentes, l'égalité des chances et la paix. Il est prévu de construire, d'ici à 2020, 14 440 nouveaux bâtiments pour les maternelles et les écoles primaires, ainsi que 4 300 nouveaux locaux pour les écoles secondaires et 207 nouveaux établissements de formation professionnelle, et de créer 21 universités publiques. Le nombre d'écoles privées devrait passer à 7 500, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire devrait atteindre 99 %, et le nombre d'écoles pour les enfants surdoués devrait passer à 28;
- **Stratégie nationale relative à la santé procréative et à la santé de la mère et de l'enfant (2013-2017):** prévoit un système de santé fondé principalement sur les soins de santé primaires, garantissant que, dans la mesure du possible, les services de santé répondent aux besoins individuels et collectifs, conformément aux normes internationales et assure, grâce à un leadership efficace, le développement et le maintien de la prestation de services de santé de haute qualité à tous les niveaux et l'intégration des services publics et privés. Elle vise à réduire la morbidité et la mortalité maternelles, à effectuer des tests de sécurité, à utiliser la pondération orale, à établir un prompt diagnostic dans le cadre du suivi institutionnel de l'enquête sur les causes des décès maternels en vue d'en réduire le taux, le but étant d'atteindre le cinquième des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015, objectif à comparer avec la moyenne de 2007, où il y avait eu en moyenne 84 décès pour 100 000 naissances vivantes dans l'ensemble de l'Iraq, sachant que ce chiffre est passé à 35 pour 100 000 en 2012, puis à 28,2 en 2013;
- **Politiques démographiques:** créé en 2013, le Conseil suprême de la population est présidé par le Premier Ministre et composé de plusieurs ministres. Il vise à développer des visions démographiques nationales à moyen et à long terme et à élaborer des stratégies en la matière, y compris les objectifs et les buts connexes à adopter lors de l'établissement des objectifs de la stratégie de développement national. Le Conseil définit les politiques exécutives et leur application, avec les ministères et les autorités locales, les organisations de la société civile et les organisations internationales qui s'intéressent aux questions démographiques, le but général de cette politique étant d'assurer des conditions de vie décentes aux habitants. Le Conseil est doté d'un comité national chargé des politiques démographiques, qui établit le document national relatif à ces politiques, assure le suivi de son application, met en œuvre les directives du Conseil, soumet au Conseil les rapports de suivi de l'administration des politiques démographiques, appuie la réalisation de recensements et d'études démographiques, révisé les documents des projets, programmes et activités élaborés par l'administration et les transmet au Conseil

pour examen et adoption, participe à des réunions, ainsi qu'aux séances des conseils et des comités nationaux chargés des questions démographiques, prend part aux conférences arabes et internationales portant sur des questions démographiques, mène des activités de coordination avec les centres de recherche scientifique nationaux et étrangers, supervise la publication de rapports annuels et autres rapports périodiques sur la situation démographique en Iraq et de rapports connexes et s'efforce de promouvoir la coopération avec les gouvernorats dans les domaines qui touchent aux politiques démographiques;

- **Stratégie nationale de lutte contre la corruption (2010-2014):** adoptée par le Conseil conjoint de lutte contre la corruption, conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption, elle vise à bâtir une société impartiale et transparente. Le Conseil est doté d'un service administratif intègre, compétent, efficace, capable de s'adapter au changement, et qui améliore la gestion des ressources et offre aux citoyens d'excellents services. L'élaboration de cette stratégie est un exploit national; il s'agit d'une première dans l'histoire du pays à laquelle les services de contrôle, les services d'inspection, les services judiciaires, des organisations de la société civile, des universités irakiennes, le PNUD, l'ONUSD et la Banque mondiale ont contribué en formulant des propositions, des idées et des observations. Cette stratégie a pour objectif de protéger les droits des citoyens, leur offrir les meilleurs services, garantir leur droit aux loisirs et au repos, et protéger les fonds publics contre le gaspillage et les investir dans l'exécution des projets convenus. L'application de cette stratégie est assurée par la Commission pour l'intégrité;
- **Plan national de développement pour 2013-2017:** couvre les activités économiques et les activités relatives au développement menées en Iraq en vue de bâtir un État sûr et stable, dans lequel les citoyens exercent leurs droits civils, économiques, sociaux et environnementaux. Elle vise à instaurer une harmonie et une cohérence dans l'orientation des plans de développement national, leur déroulement et leurs visions, et leur fournit un critère important pour rectifier leurs résultats en faisant la lumière sur leurs différences ou leur déviation des chemins qui mènent vers le développement, conformément à ses visions pour l'avenir. Il ne fait aucun doute que l'accent mis sur une vision du développement à long terme mobilise les efforts des partenaires de développement, et nécessite que ces efforts soient coordonnés et axés sur la réalisation des aspirations de ce plan à un avenir meilleur, plus lumineux et respectueux des principes d'équité et d'état de droit;
- **Stratégie nationale d'élimination de l'analphabétisme en Iraq (2011-2015):** le Gouvernement irakien a lancé, en collaboration avec l'UNESCO en Iraq, l'initiative de lutte contre l'analphabétisme en adoptant la stratégie d'élimination de l'analphabétisme en vue d'endiguer la montée de ce phénomène et d'en réduire le taux. Cette stratégie vise à faire baisser l'analphabétisme de moitié d'ici à 2015 et à l'éliminer dans la tranche des 15 à 45 ans, soit 1 804 676 personnes. Le pays compte 5 629 centres de lutte contre l'analphabétisme pour les adultes. En 2013, on avait enregistré 168 602 apprenants de sexe masculin dans l'enseignement de base, 335 002 apprenantes, 19 539 intervenants et 33 090 enseignants (à raison d'un enseignant pour 20 étudiants en moyenne jusqu'en 2014). Conformément à cette stratégie, des programmes scolaires ont été élaborés pour venir à bout de l'analphabétisme (langue arabe, mathématiques et culture générale). Ces programmes ont été révisés et modifiés, avec l'assistance technique du bureau de l'UNESCO en Iraq. Des programmes spéciaux ont également été mis en place pour lutter contre l'analphabétisme chez les minorités, dans leurs langues respectives. Au Kurdistan, le taux d'analphabétisme était de 16 % en 2014 et on y comptait 456 centres d'alphabetisation en 2013-2014. Le Gouvernement de la Région a adopté un certain nombre de pratiques visant à améliorer la qualité de l'enseignement, dont l'olympiade mathématique;

- **Stratégie d'amélioration de l'accès à une éducation de qualité dans la Région du Kurdistan (2013-2018):** vise à augmenter la capacité d'accueil afin de répondre à une demande en augmentation rapide dans le domaine de l'éducation, d'améliorer la qualité de l'enseignement, de renforcer l'obligation des parties prenantes à rendre des comptes et de prendre des mesures pour les y inciter.

**d) Instruments relatifs aux droits de l'homme récemment ratifiés**

25. L'Iraq a ratifié les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme suivants:

- Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le 23 novembre 2010;
- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le 7 juillet 2011;
- Convention relative aux droits des personnes handicapées, le 20 mars 2013;
- Il a en outre adhéré à la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif (2012), la Convention internationale contre la prise d'otages (2012), la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (2013), la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2012), le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions (2013), la Charte arabe des droits de l'homme (2012) et la Convention de l'Organisation de la Conférence islamique sur la lutte contre le terrorisme international (2012).

## **Réponses aux questions soulevées dans la troisième partie de la liste des points**

### **Paragraphe 1 de la troisième partie de la liste des points**

26. Aucun budget n'est spécifiquement alloué aux enfants; les fonds qui leur sont attribués sont compris dans le budget de l'État, en fonction des ministères. La Commission de la protection de l'enfance du Ministère du travail couvre les dépenses liées à l'accueil, à l'alimentation et aux autres services offerts aux enfants dans les centres d'accueil, les centres d'éducation pour handicapés et les garderies, dans le cadre du budget du service public. En ce qui concerne la part des dépenses publiques relatives à l'éducation dans le budget de l'État, le taux des crédits d'investissement du Ministère de l'éducation par rapport au budget d'investissement de l'État s'élevait à 1,5 en 2013. Le budget de fonctionnement était de 9,6 et le budget total du Ministère de l'éducation était de 6,4, la même année.

### **Paragraphe 2 a) de la troisième partie de la liste des points**

27. Aucun cas de travailleurs domestiques mineurs de plus de 15 ans n'a été signalé, car aucune disposition du Code du travail iraquien en vigueur n'autorise les inspecteurs du travail à pénétrer dans les domiciles des particuliers pour vérifier si des enfants y travaillent. Si une violation leur est signalée, les inspecteurs se contentent donc, le cas échéant, de remettre la notification au propriétaire du domicile devant sa porte, à condition de le faire pendant les horaires officiels de travail uniquement. Il convient en outre d'indiquer que les données enregistrées dans les bases de données officielles concernent

uniquement les enfants de moins de 15 ans et les mineurs de 15 à 18 ans qui ont le droit de travailler et qui travaillent dans des projets industriels légaux, enregistrés ou non au Département des retraites et de la sécurité sociale.

### Paragraphe 2 b) et c) de la troisième partie de la liste des points

28. En ce qui concerne les données sur les enfants des rues et le nombre de filles victimes de crimes d'honneur, la société iraquienne étant une société conservatrice et solidaire, ces cas ne constituent pas un phénomène en soi dans le pays et, par conséquent, aucune statistique en la matière n'est disponible.

### Paragraphe 2 e) de la troisième partie de la liste des points

29. On compte 222 enfants de moins de 17 ans atteints de troubles psychiques ou dépendants de la drogue ou d'autres substances psychotropes.

### Paragraphe 2 f) de la troisième partie de la liste des points

30. Selon l'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2011, 8,5 % des enfants de moins de 5 ans présentaient une insuffisance pondérale dans l'ensemble des gouvernorats irakiens.

### Paragraphe 3 a), b), d) et e) de la troisième partie de la liste des points

31. Les statistiques voulues sont présentées dans le tableau suivant:

#### Paragraphe 3 a): enfants séparés de leurs parents

	1 jour à 4 ans		5 à 6 ans		7 à 9 ans		10 à 12 ans		13 à 15 ans		16 à 18 ans	
Année	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
2011	5	14	10	17	14	7	35	14	15	6	3	2
2012	3	16	10	20	13	-	39	10	9	10	1	2
2013	7	7	10	14	16	6	16	13	16	12	5	6

#### Paragraphe 3 b): enfants devenus orphelins

	1 jour à 4 ans		5 à 6 ans		7 à 9 ans		10 à 12 ans		13 à 15 ans		16 à 18 ans	
Année	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
2011	7	13	6	14	14	16	28	16	88	32	12	7
2012	2	-	-	13	10	14	24	15	94	29	17	12
2013	3	2	6	6	26	18	46	23	47	17	27	10

#### Paragraphe 3 d): enfants placés en institution (établissements publics)

Année	G	F
2011	275	169
2012	294	164
2013	296	153

**Paragraphe 3 e): enfants pris en charge par des familles (familles d'accueil)**

<i>Année</i>	<i>G</i>	<i>F</i>
2011	10	13
2012	9	6
2013	4	11

**Paragraphe 4 b), c), d) et e) de la troisième partie de la liste des points**

32. Les statistiques et autres données voulues sont présentées dans le tableau suivant:

**Paragraphe 4 b): enfants placés en institution**

<i>Type de handicap</i>	<i>2011</i>		<i>2012</i>		<i>2013</i>	
	<i>G</i>	<i>F</i>	<i>G</i>	<i>F</i>	<i>G</i>	<i>F</i>
Maladie mentale	623	257	271	268	637	257
Handicap physique (sourds-muets)	962	656	1 089	671	1 058	635
Handicap physique (aveugles)	117	53	136	68	129	74
Handicap moteur	92	51	117	74	121	63
Handicap physique (formation professionnelle)	74	48	128	47	98	43
Handicap sévère	34	37	39	35	43	123

Remarques:

- Les centres pour handicapés mentaux accueillent les enfants de 6 à 15 ans;
- Les enfants sourds sont accueillis de l'âge de 4 ans à l'âge de 10 ans;
- Les aveugles sont accueillis de 6 ans à 10 ans maximum;
- Les centres pour handicapés moteurs accueillent les enfants de 6 ans à 9 ans maximum;
- Les centres de formation professionnelle accueillent les enfants à partir de 15 ans;
- Dar al-Hanan pour les personnes souffrant d'un handicap sévère accueille à Bagdad les enfants âgés de 4 à 15 ans;
- Dar al-Hanan pour les personnes souffrant d'un handicap sévère accueille à Karbala les enfants à partir de 15 ans.

**Paragraphe 4 c) et d)**

Les écoles ordinaires comprennent 22 396 enfants, garçons et filles, ayant des besoins particuliers.

**Paragraphe 4 e)**

Il existe 1 249 écoles dotées de classes spéciales pour les filles ou les garçons ou les deux à la fois. Le corps enseignant est composé de 1 713 enseignants et enseignantes, et 15 208 élèves bénéficient de ces cours spéciaux.

**Paragraphe 5 a) de la troisième partie de la liste des points**

33. En dehors de la Région du Kurdistan, on comptait en 2011-2012: 154 252 enfants au total en maternelle, 5 124 257 en primaire (dont 45,7 % de filles) et 2 211 421 enfants en secondaire (dont 40 % de filles).

**Paragraphe 5 b) de la troisième partie de la liste des points**

34. En dehors du Kurdistan, 101 043 élèves du primaire ont été déscolarisés en 2013-2014; 617 801 élèves du primaire ont redoublé en 2012-2013; 57 754 élèves du secondaire ont été déscolarisés en 2013-2014; et 400 823 élèves du secondaire ont redoublé en 2012-2013.

**Paragraphe 5 c) de la troisième partie de la liste des points**

35. En 2011-2012, on comptait, en dehors de la Région du Kurdistan, 5 633 enseignantes en maternelle, 271 734 enseignants et enseignantes dans le primaire et 141 355 enseignants et enseignantes dans le secondaire.

---